

Ukraine

Élections municipales

La rentrée sociale bat son plein

Une Guerre sans fin ?

Recours et nouvelles élections

Manifestations

P.2

P.4

P.5

HOMMAGE AUX FUSILLÉS 85^{ème} ANNIVERSAIRE DES EXÉCUTIONS DU 22 OCTOBRE 1941

DIMANCHE 18 OCTOBRE 2026 À 14H
à la carrière des fusillés à Châteaubriant (44110)

Femmes en résistance : 1936, 1946, 2026
Démocratie, Justice sociale, Paix...



Édito :

C'est avec une satisfaction certaine que l'équipe des *Nouvelles de Loire-Atlantique* a pu œuvrer au numéro que vous avez sous les yeux, après avoir subi une suspension due à des contraintes spécifiques lors du renouvellement de l'agrément de la Commission paritaire des Publications et Agences de Presse. La reprise du journal de la Fédération du Parti communiste de Loire-Atlantique est l'occasion de dire à quel point il nous semble important de donner régulièrement à nos lectrices et lecteurs des informations politiques, sociales et culturelles du département et plus largement, de mettre en valeur le travail de nos élus, de signaler les initiatives de nos sections et cellules, ainsi que des organisations dont nous nous sentons proches. Ce numéro, c'est aussi l'occasion d'annoncer le banquet du 21 novembre - annonce en page 8.

Publier un journal, c'est privilégier la réflexion sur l'émotion que cherchent à susciter télévisions et réseaux sociaux. C'est, à notre échelle, apporter un point de vue et des analyses peu entendues dans le tumulte du monde. C'est donner à lire le pays, notamment lorsque celui-ci est en train d'ouvrir une nouvelle phase de contestation en portant au centre du débat la question des ser-

vices publics et celle de l'avenir de notre jeunesse.

Des gouvernants sourds aux revendications qui montent, qui ne répondent que par la répression et que les mutilations de nos jeunes émeuvent peu, des éléments incontrôlés parmi les forces de l'ordre qui dévoient leur mission républicaine, des médias à la solde des puissants plus sensibles aux poubelles brûlées qu'à une main arrachée font face à une jeunesse qui prend chaque jour qui passe un peu plus conscience de sa force collective.

Cette jeunesse, tout en revendiquant le minimum que la société lui doit, c'est-à-dire les moyens de préparer son avenir, dénonce dans le même mouvement et avec force l'extrême droite et les idées nauséabondes qu'elle charrie, des idées que nous préférons réduites dans les poubelles de l'histoire. Parce qu'il est nécessaire de rappeler sans cesse où celles-ci peuvent nous mener, nous commémorerons dans les jours qui viennent les fusillés de Châteaubriant, tués d'avoir lutté contre le fascisme. Retrouvons-nous nombreux à évoquer leur sacrifice.

Pierre Daguet



Nationalisation de l’acier

Au pays de la Dame de fer...

Et de trois... Après avoir été nationalisée en 1947, puis en 1967 par les travaillistes, à chaque fois privatisée par les conservateurs – la dernière fois en 1988 par Margaret Thatcher, l’industrie de l’acier du Royaume-Uni a connu cet été une nouvelle nationalisation, dernier geste avant démission du Premier ministre Keir Starmer.

Face à la volonté du chinois Jingye, propriétaire de British Steel depuis 2020, d’éteindre les hauts fourneaux de Scunthorpe - nord-est de l’Angleterre, le gou-

vernement avait déjà placé le site sous son aile en avril 2025 afin de sauver les 2700 emplois menacés : coût pour l’État : 1,3 million de livres, soit 1,5 million d’euros par jour.

Argant de la nécessité de ne pas dépendre d’importations d’acier, la nationalisation de cet été s’est alors imposée, ce qui fait grincer des dents au groupe chinois qui réclame une compensation financière, sous prétexte que British Steel possède « une valeur d’entreprise intrinsèque considérable » !

.....



Stop à l’armement du génocide palestinien !

Paix et Justice en Palestine et au Proche-Orient !

« Les violations permanentes et impunies du droit international contre le peuple palestinien, la poursuite du génocide à Gaza, la colonisation et l’occupation militaire des territoires palestiniens, nécessitent une réponse ferme et résolue de la France et de l’Union européenne. Un an après la reconnaissance de l’État de Palestine par la France et les dernières déclarations sur les sanctions contre les produits des colonies, cette action doit franchir un cap supplémentaire. (...)

La France exporte chaque année environ 20 millions d’euros de matériel et de composantes militaires à Israël, en infraction des traités internationaux. Nous exigeons un embargo immédiat et total sur les ventes et transferts d’armes et composantes technologiques à usage militaire à destination de l’État d’Israël.

Continuer d’exporter du matériel militaire vers le gouvernement israélien équivaut à une complicité directe avec les crimes et les exactions commises contre les populations palestiniennes. La France doit faire respecter le droit international et mettre immédiatement fin à toute forme de coopération, de soutien matériel ou logistique apporté à l’armée israélienne ou à ses auxiliaires.

Le PCF exige fermement :

- Un embargo strict et immédiat sur toutes les exportations, ventes et transits d’armes, de munitions et de composants militaires vers Israël.

- La protection internationale du peuple palestinien face aux agressions et aux exactions de l’armée et des colons israéliens.
- La fin de l’occupation militaire et de la colonisation, ainsi que le respect strict du droit international.
- L’affirmation et la garantie du droit inaliénable du peuple palestinien à l’autodétermination.
- La suspension de l’accord d’association Union européenne-Israël tant que le droit international et les droits humains fondamentaux sont bafoués.
- Un cessez-le-feu permanent et immédiat, la levée du blocus de Gaza et la libération de tous les otages et prisonniers politiques.

Le PCF continuera à travailler main dans la main avec l’OLP dans le cadre de notre alliance internationale pour les droits du peuple palestinien. (...)

Seule la mobilisation populaire pourra engager l’État français à agir concrètement pour imposer la protection du peuple palestinien et le respect du droit international, et pour faire taire les armes. Elle seule pourra ouvrir la voie à une paix juste et durable, fondée sur le droit à l’autodétermination des peuples et permettre la création d’un État de Palestine, aux côtés de l’État d’Israël, dans les frontières de 1967. »

Extrait d’un communiqué du PCF appelant à la mobilisation du 10 octobre

Ukraine

Une guerre sans fin ?



Les chemins de la paix sont ardues. Le conflit qui oppose la Russie et l’Ukraine et qui a dégénéré en guerre généralisée depuis février 2022 semble gelé sur le terrain. Nous sommes dans une phase particulièrement dangereuse avec un risque de montée aux extrêmes. À coups de drones et de fusées de part et d’autres comme un air de vengeance et de revanche. Les 330 milliards d’aides (militaires, financières et humanitaires) des pays de l’Otan, des USA et de l’Union européenne entretiennent une guerre par procuration qui ne mettra pas fin aux victimes (1 million), aux destructions et aux pollutions qui en découlent.

Ne serait-ce pas venu le temps de négociations pour construire la paix plutôt que la fuite en avant des va-t’en-guerre et du renforcement des arsenaux européens ? Ce surarmement se fait au détriment des budgets publics par une vaste spoliation dans l’UE.

Une guerre qui s’est cristallisée du fait de deux influences conflictuelles et concurrentielles. La volonté du capitalisme oligarchique et autoritaire russe d’aujourd’hui de conserver l’Ukraine dans sa sphère d’influence au nom d’une histoire, d’une culture et d’une géographie proche et entremêlée. Un fait bien réel. C’est une cause majeure. Elle ne justifie aucunement la terrible opération spéciale décidée par le président Vladimir Poutine en violant le droit international. L’autre cause et faute majeure du conflit est la volonté et l’avidité du capitalisme occidental de gagner de nouveaux marchés géographiques (dominations et richesses de sous-sol...) en intégrant à toute force l’Ukraine dans la sphère de l’Union européenne et de l’Otan et en repoussant les limites de l’influence russe le plus loin possible depuis la fin de l’Union soviétique en 1991.

Où sont donc les intérêts des Ukrainiens en matière de démocratie politique, sociale et économique, de développement souverain et de paix alors que leur pays est déchiré depuis quatre ans et demi ? Il n’y a pas de solution militaire. L’initiative des USA en septembre n’est pas à dédaigner. Avoir recours à d’autres pays tiers (Brésil, Inde, Chine, Turquie...) ne doit pas l’être non plus. Par la négociation, porter des propositions pour la paix et une indépendance renouvelée du pays qui coopère avec tous serait plus opérant. Que font l’UE et la France ? Fabien Roussel propose une coalition des Volontaires pour la paix.

Pour vivre, les chemins de la paix sont plus complexes que d’entretenir la guerre à coups de milliards (parfois détournés) avec l’illusion de la paix par la force. Le monde a besoin de la paix. Il faut en créer les conditions par une volonté politique.

Guerre commerciale entre Ottawa et Washington

Le Canada, futur premier « membre associé » de l’Union européenne ?

Depuis plusieurs semaines, Donald Trump multiplie les attaques contre le Canada, transformant la relation entre les deux pays en un bras de fer. Face à ces provocations répétées, le gouvernement Carney à Ottawa a choisi de ne pas répondre à chaque outrance, y compris lorsque Trump évoque l’idée de faire du Canada le 51e État des USA.

En Europe, la situation évolue. Confrontés aux mêmes pressions commerciales, les Vingt-Sept ont compris que les « négociations » classiques avec Trump ne suffisent plus. Une partie des dirigeants européens reconnaît désormais que Trump ne réagit qu’au rapport de force médiatique, économique ou symbolique, ce qui ouvre une nouvelle séquence géopolitique.

Un rapprochement stratégique entre l’UE et le Canada créerait un bloc transatlantique inédit depuis 1945, capable d’isoler les États-Unis si Washington persiste dans

une logique de confrontation.

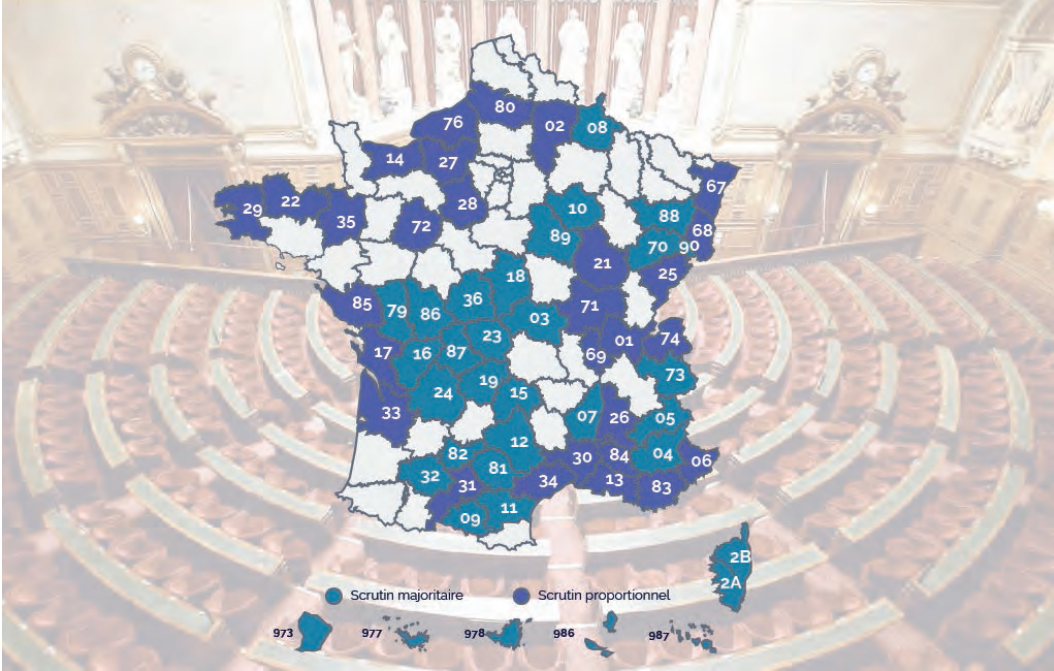
Sur le plan juridique, l’article 217 du traité sur le fonctionnement de l’UE permet la conclusion d’accords d’association, ouvrant la voie à une coopération approfondie sur des secteurs ciblés. L’adhésion à l’« Espace économique européen », déjà utilisée par la Norvège ou l’Islande, est également envisageable. Mais elle impliquerait pour le Canada l’adoption d’un grand nombre de normes européennes, un chantier majeur qui nécessiterait du temps.

Pourtant, la simple évocation de cette option semble déjà produire des effets. Car si Trump poursuit ses invectives, le risque de pousser Ottawa vers l’UE affaiblirait durablement l’influence américaine. D’autant que les produits canadiens actuellement taxés ne sont pas ceux qui constituent le cœur des exportations du pays.

Le RN s’installe au Sénat, le racisme aussi

Élections Sénatoriales 2026

Les grands électeurs étaient appelés à renouveler leurs sénatrices et sénateurs dans la moitié des départements le 27 septembre dernier. 178 des 348 sièges du Sénat, au scrutin indirect, étaient concernés. Au même titre que l’Assemblée nationale, le Sénat est une chambre parlementaire représentante des collectivités locales, qui détient lui aussi le pouvoir législatif. Il a donc une importance singulière dans les rapports de force de la vie politique française. Les résultats des dernières élections municipales déterminent d’ailleurs la représentation de chaque force politique au palais du Luxembourg. Raison pour laquelle le PCF, engagé sur des listes de rassemblement de la gauche, a remporté ses quatre sièges en jeu et fait réélire Céline Brulin en Seine-Maritime, Jérémy Bacchi dans les Bouches-du-Rhône, Gérard Lahellec dans les Côtes-d’Armor et Marie-Claude Varailles en Dordogne.



supplémentaires, dans le Gard, les Hauts-de-Seine, en Essonne ou en Isère.

La droite et le centre conservent leur majorité (226 sièges) devant une gauche qui résiste. Mais, pour la toute première fois dans l’histoire de la Ve République, l’extrême droite qui détenait déjà trois sièges va constituer un groupe parlementaire grâce à l’élection de onze sénatrices et sénateurs supplémentaires, membres du Rassemblement national (RN) ou de l’UDR, le parti d’Éric Ciotti. C’est la déclinaison logique des résultats du RN aux municipales dans des départements tels que les Alpes-Maritimes, les Bouches-du-Rhône, la Gironde ou le Var. C’est aussi une clarification des orientations politiques de nombreux candidat-e-s « sans étiquettes » aux municipales 2026, un peu partout en France.

Le groupe CRCE-K demeure ainsi le 2e groupe parlementaire de gauche. Il sera un point d’appui dans les batailles sénatoriales au service du progrès, de la justice sociale et territoriale. La France insoumise fait élire un sénateur dans le Rhône. Elle avait décidé de partir seule et fait perdre dix sièges à la gauche en présentant des listes qui n’ont obtenu, du fait de leur implantation locale limitée, seulement que quelques dizaines de voix. La droite et l’extrême droite ont profité de cet éparpillement pour conquérir quelques sièges

Dans ce contexte, le groupe communiste continuera d’être au service de toutes les mobilisations sociales, engagé dans toutes les batailles législatives à venir pour faire vivre et protéger la République, laïque et sociale. Il aura aussi à tirer les sonnettes d’alarme face aux idées réactionnaires et xénophobes du groupe d’extrême droite, à l’asphyxie financière organisée des communes et l’abandon des territoires par les gouvernements successifs.

Loi intégrale

Contre les violences sexistes et sexuelles



Le meurtre de Lyhanna a mis en lumière les défaillances du système face aux violences misogynes. En réaction à ce drame, plusieurs associations féministes, syndicats, militantes et militants, ainsi que des expertes et experts de la justice, de la santé, etc., ont mis en commun leurs forces pour élaborer plus de 130 propositions visant une réponse globale aux violences qui touchent les femmes et les enfants.

Sous le nom de « loi intégrale », cet ensemble de mesures aborde les violences misogynes de manière globale. Cette approche se distingue des lois isolées qui ne prennent pas en compte le caractère systémique de ces violences. Parmi les mesures proposées, plusieurs grands axes se dégagent.

Mieux vaut prévenir que guérir ! Les premières mesures concernent donc la prévention et l’éducation. On retrouve par exemple l’interdiction, pour les violeurs, d’exercer toute activité au contact des enfants, ainsi que l’imprescriptibilité des viols ou des agressions sexuelles commis contre des enfants.

Le deuxième grand axe est la lutte contre la (pédo) pornographie. Plusieurs affaires récentes ont marqué notre société : la diffusion du viol filmé de Lyhanna a précédé son meurtre et la production de contenus pornographiques était l’une des motivations des actes de Dominique Pelicot. Les mesures proposées visent à lutter contre l’exploitation sexuelle des femmes et des enfants par l’industrie pornographique, qui peut servir de tremplin à d’autres violences masculines, allant de la destruction de la vie sociale aux meurtres. Un autre axe propose un nouveau modèle d’accompagnement des victimes de violences misogynes, avec des dispositifs respectueux de leur dignité et les moyens nécessaires pour les mettre en œuvre.

Partout en France, les communistes soutiennent la loi, sur le terrain comme dans les manifestations... tout en observant sa récupération politique par les forces de droite qui refusent de condamner les violences commises à l’encontre des enfants lors des manifestations lycéennes d’octobre 2026.

Une République fragile

Un stress test révélateur

Un rapport universitaire rendu public récemment vient démontrer la fragilité de notre système juridique face à l’arrivée au pouvoir d’une « majorité autoritaire et réactionnaire », à l’image de ce que vivent de plus en plus de pays européens.

Reprenant les principes méthodologiques des stress tests bancaires, qui évaluent la résistance des systèmes ou organisations financières face à des situations critiques jusqu’à des conditions extrêmes, les chercheurs ont soumis les institutions françaises à un scénario type prenant comme postulat de base l’arrivée au pouvoir d’un parti autoritaire et comment celui-ci se retrouve en capacité de verrouiller et de mettre au pas les contre-pouvoirs : Changements des règles électorales, affaiblissement des organes de contrôle, délégitimation des corps intermédiaires, « référendums biaisés » pour rendre toute alternative quasiment impossible.



Ainsi, le rapport identifie un certain nombre de vulnérabilités, relatives au déséquilibre des pouvoirs, notamment entre l’exécutif et le législatif – avec le 49.3 par exemple

des autorités indépendantes – comme l’Arcom ou la Cnil, la sanctuarisation de l’information en tant que bien commun ou encore la création d’une autorité électorale indépendante.

qui permet au gouvernement de contourner le Parlement, aux droits de dissolution ou de référendum du Président. L’indépendance de la justice avec des magistrats du parquet dépendant du Gouvernement est aussi montrée du doigt, ainsi que la concentration des médias privés qui mettent en cause l’indépendance des médias publics...

Ne se contentant pas de ces constats inquiétants, l’équipe universitaire propose un certain nombre de mesures à même de renforcer notre État de droit, de rendre celui-ci plus résilient.

Parmi celles-ci l’empêchement pour le Président d’utiliser l’article 11 lui permettant de réviser la Constitution, le renforcement du statut constitutionnel et des modes de désignation des magistrats et des membres du Conseil d’État, la constitutionnalisation

Mutations idéologiques

Une droite qui perd ses repères

Les vents mauvais qui soufflent sur le pays se font ressentir jusqu'au sein de nos instances locales et une partie de la droite locale est en train d'y succomber. Bien que le parti dirigé par Madame Bracelet électronique et Monsieur Tweets antisémites n'ait pas réussi à intégrer les conseils de Nantes et de sa métropole, certains élus de droite se montrent sous un jour totalement décomplexé.

Lors du Conseil municipal nantais du 19 juin dernier, nous avons pu entendre le nouveau conseiller de droite Ronan Grippay mettre en cause le travail social de la municipalité, lui reprochant notamment de privilégier les familles de Roms face au reste de la population dans l'accueil et le logement et suggérer que le Centre communal d'action sociale (CCAS) était là « pour sortir les personnes de la précarité ou pour les inscrire dans les statistiques, voire pour certains sur les listes électorales ». Derrière le racisme assumé, il y avait une accusation déguisée à l'encontre de la municipalité, accusation « d'acheter » les voix des populations roms en facilitant les inscriptions sur les listes électorales.

Bien entendu, cette intervention a provoqué immédiatement un recadrage général de la part



des élus et élus de gauche, ainsi qu'une tentative embrouillée de Sarah El Haïry (MoDem) de qualifier de « maladie » la sortie raciste.

Leur chef de file Foulques Chombart de Lauwe, interpellé directement, n'a quant à lui eu aucun mot pour condamner les propos indignes de son collègue.

Au Conseil de la métropole nantaise qui eut lieu la semaine suivante, nous assistions à une autre remise en cause de l'accueil inconditionnel que les collectivités se doivent de mettre en œuvre. Axel Casenave, élu maire de Couëron en mars dernier, regrettait de devoir participer à l'accueil des migrants de l'Est en solidarité avec les autres communes métropolitaines, se portant à être en opposition

avec son propre programme électoral. Mal lui en a pris, puisque il lui a été rappelé ses prises de positions iniques en matière de refus du raccordement à l'eau et de l'obligation scolaire pour les populations concernées.

Quelles que soient les explications plus ou moins embrouillées qui peuvent suivre, les clins d'œil d'une partie de notre droite locale en direction de l'extrême droite sont de plus en plus manifestes. Inquiétant.

Municipales 2026

Recours et nouvelles élections



Comme partout en France, la Loire-Atlantique a eu son lot de recours après les élections municipales de mars dernier. Ces procédures de recours prennent un certain temps avant d'obtenir une décision du tribunal administratif, cette dernière étant orientée par les conclusions du rapporteur public.

Les motivations des recours sont assez variées et tiennent souvent dans la forme (taille ou contenu des bulletins de vote, respect des règles de campagne). Dans notre département, plusieurs recours ont été déposés au Tribunal administratif de Nantes.

À Blain, le Tribunal administratif a confirmé, mardi 15 septembre, le résultat des élections de mars sans suivre l'avis de la rapporteuse publique qui était en faveur de l'annulation. Il n'y aura donc pas de nouvelles élections municipales.

Dans la commune de Plessé, la maire sortante Aurélie Mézière, classée divers gauche, avait obtenu 1 361 suffrages contre 1 360 et remportait les élections d'une voix. Le 17 juin dernier, les juges ont annulé ces élections pour

irrégularités, en cause le nombre d'enveloppes différait d'une unité par rapport à la liste d'émargements. Depuis le 24 juillet, une délégation spéciale de trois membres, nommée par le préfet, gère les affaires courantes. Jusqu'à l'organisation de nouvelles élections le dimanche 4 octobre et la victoire de Gilles Bertrand au premier tour. Le candidat défait en mars s'impose donc face à la maire sortante après ce nouveau scrutin.

Scénario similaire pour la ville de Trignac, Claude Auffer, divers gauche, réélu en mars dernier avec 51,76 % des suffrages, s'est incliné lors de nouvelles élections le 27 septembre. Avec une baisse de participation, Gilbert Lemestre, divers droite, a été désigné vainqueur avec 52,92 % des voix. La motivation du recours portait sur une différence de format des bulletins entre les candidats, le Tribunal administratif de Saint-Nazaire avait annulé les élections le 5 juin.

Enfin pour Couëron il faudra encore attendre. Si le rapporteur public s'est prononcé en faveur de l'annulation des scrutins des 15 et 22 mars, il faut attendre désormais la décision du tribunal administratif de Nantes.

Maladies professionnelles

Une reconnaissance tardive

Daniel Picaud avait été diagnostiqué d'un cancer du rein à 48 ans, après avoir travaillé en tant que docker à Saint-Nazaire entre les années 1970 et 2000. Il a notamment chargé et déchargé des fruits et légumes traités avec des pesticides, ainsi que du ciment. À l'époque, les dockers ne disposaient pas de protections nécessaires pour se prémunir des risques liés à ces chargements. En 2014, à 64 ans, Daniel avait aussi été diagnostiqué d'un cancer de la prostate. Si ce deuxième cancer a pu être reconnu comme maladie professionnelle en 2022, comme cela a été le cas pour d'autres dossiers, le cancer du rein n'était toujours pas reconnu par la justice comme une conséquence de son travail en tant que docker.

« Les dockers n'étaient pas confrontés à un risque unique, mais à une accumulation d'expositions tout au long de leur carrière professionnelle, explique Michèle Picaud. Exposés quotidiennement à des poussières et gaz d'échappement lors des déchargements de cargaisons diverses ; ils travaillaient sans protections, sans douche et sans vestiaire ».

Depuis 2014, Daniel et son épouse Michèle Picaud, présidente de l'Association pour la Protection de la Santé au Travail dans les Métiers Portuaires de Loire-Atlantique



(APPSTMP 44), se battent pour faire reconnaître ce cancer comme une maladie professionnelle, pour faire reconnaître que le travail qu'exerçait Daniel à Saint-Nazaire était à l'origine de son cancer du rein. Ce mercredi 17 juin, la justice vient de leur donner raison.

« On est tellement contents, j'en ai pleuré », témoigne Michèle. Cette victoire, elle n'a jamais cessé d'y croire.

Le couple voit avec cette action de la justice une « ouverture pour plein d'autres dossiers ». Car le combat de Michèle ne va pas s'arrêter là : « Cette démarche n'est pas qu'un combat personnel. » Elle compte bien continuer à aider les

membres de l'association APPSTMP 44.

« On a tenu bon, on n'a jamais baissé les bras et on a bien fait, déclare-t-elle. Maintenant, on peut dire que ça a été reconnu que les gens vont au travail pour gagner leur vie, pas pour la perdre ».

d'après une enquête de France 3 Régions

Manifestations

La rentrée sociale bat son plein



« Le 29 septembre dernier, une journée de mobilisation de la fonction publique s’est déroulée suite à un appel unitaire de l’intersyndicale (CGT, FO, CFTD, UNSA, FSU, Solidaires, CFE-CGC, FA-FP). Plus de 170 rassemblements et plus de 300 000 manifestants ont été recensés sur l’ensemble du territoire. Du côté de la Loire-Atlantique, ce sont près de 8 000 personnes qui ont battu le pavé, à Saint-Nazaire environ 3 000 personnes ont également manifesté pacifiquement tout comme à Chateaubriant où plusieurs centaines de manifestants ont formé un cortège. Ce mouvement social s’inscrit dans un cadre particulier après un été sous tension à l’image de la géopolitique mondiale et la flambée du prix des hydrocarbures.

Face à une austérité annoncée par le gouvernement, les revendications portent sur le dégel de la valeur du point d’indice, la revalorisation des salaires et de meilleures conditions de travail. Pour rappel 862 000 agents perçoivent l’indemnité différentielle pour amener leur rémunération au niveau du Smic. Entre 2000 et 2026, l’inflation est de 53 %, alors que le point d’indice,

lui, n’as pris que 16 %. Au-delà des fonctionnaires, les revendications liées aux salaires et au coût de la vie concernent l’ensemble des salariés tout comme l’amélioration des conditions de travail. En parallèle, une forte mobilisation de la jeunesse, principalement dans les lycées, a pris forme. **Dénonçant les conditions dégradées dans lesquelles leur apprentissage se retrouve mis à mal : emploi du temps à trous, professeurs non remplacés, classes surchargées, nécessité de travaux et de modernisation de certaines infrastructures ou encore le rejet de Parcousup.**

De nombreux blocages d’établissements scolaires se sont alors organisés en ce début du mois d’octobre, une situation qui est parfois montée très vite en tension et dans laquelle la répression a pu être disproportionnée, surtout pour un public majoritairement mineur. Par ailleurs une nouvelle journée de mobilisation des lycéens, avec l’appui des syndicats et des partis politiques s’est déroulée sans encombre mardi 6 octobre, réunissant plus de 16 000 manifestants à Nantes, 3 000 à Saint-Nazaire et plusieurs centaines à Ancenis et à Châteaubriant.



SFR

Patrick Drahi fait encore payer les salariés

En 2014, le milliardaire Patrick Drahi a acquis SFR via Numericable (aujourd’hui Altice) grâce à un montage financier massif reposant sur l’endettement, ce qu’on appelle une LBO (Leveraged Buy-Out, ou rachat avec effet de levier). Cet achat, financé à 100 % à crédit, reposait sur l’idée d’utiliser les bénéfices de SFR pour rembourser la dette.

Ce choix a placé SFR dans une trajectoire où la dette a explosé. **Malgré une diminution drastique des effectifs et un sous-investissement chronique, l’entreprise n’a jamais réussi à rembourser les dettes créées par le milliardaire.** Patrick Drahi a multiplié pendant des années les acquisitions à crédit dans les télécoms, des deux côtés de l’Atlantique. **Aujourd’hui, l’heure est à la déconstruction de son empire et ce sont les salariés qui vont, une fois de plus, trinquer dans cette affaire.**

Le 6 juin, un protocole d’accord a été annoncé par le groupe Altice France, qui détient SFR, afin de lui racheter l’entreprise pour 20,35 milliards d’euros. Après plusieurs mois de négociations avec Bouygues Telecom, Orange et Free, les trois opérateurs français ont signé cet accord, qui ouvre la voie au démantèlement des activités de l’opérateur.

Ainsi, les actifs seront répartis entre les trois autres opérateurs : Bouygues Telecom

(42 %) récupère SFR Business, des clients fixes et mobiles, ainsi que Pxtel ; Free via Iliad (31 %) prend la marque low-cost RED by SFR et une part importante des abonnés ; Orange (27 %) récupère plusieurs millions de clients et des opérateurs virtuels comme Coriolis et Syma.

Chez les salariés, l’inquiétude est grande : à terme, de nombreux postes deviendront des doublons chez les trois opérateurs. Ainsi, plus de 8 000 emplois seraient concernés par des licenciements et l’inquiétude grandit chez les syndicats face aux risques de suppressions massives de postes.

Ce jeudi 24 septembre 2026, **l’intersyndicale du groupe Altice appelle à la grève de l’ensemble des salariés**, réunis à Saint-Herblain sur le site ERT (techniciens fibre et bureau d’études). Environ 130 postes seraient immédiatement menacés sur ce site de SFR, mais à terme l’ensemble des salariés d’ERT (250 personnes) pourrait être concerné.

La fin de la marque SFR pourrait intervenir d’ici fin 2026 ou début 2027. Un plan de départ va être proposé mais, pour les syndicats, des garanties doivent être trouvées dès aujourd’hui, car **« on nous promet un emploi jusqu’au 31 décembre 2028 », mais qu’en sera-t-il après...**

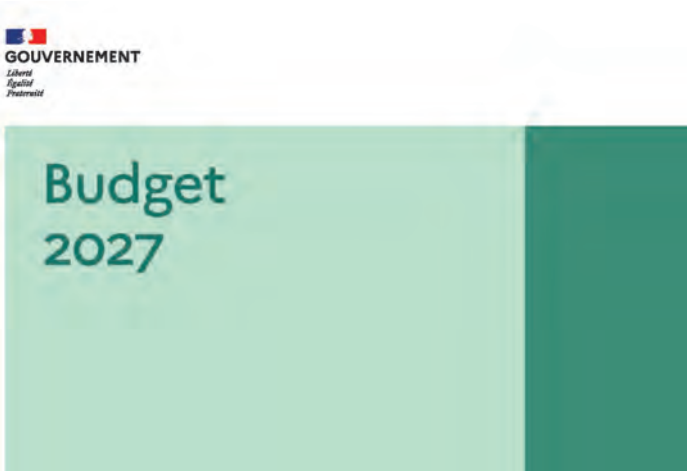
Projet de loi de finances 2027

Un budget de classe

Le gouvernement a dévoilé son projet de budget pour l’année 2027 avec en point de mire des économies de 54 milliards d’euros à réaliser. **C’est une nouvelle cure d’austérité imposée au pays, mais surtout aux couches moyennes et populaires,** et ce malgré la colère sociale qui gronde.

Le mécontentement général a ses causes : coûts de l’énergie, vie chère et salaires bas, déclassement social, services publics exsangues, hausse du chômage, crise agricole, inactions face au changement climatique... Il a aussi ses responsables, les gouvernements successifs qui ont choisi la politique de l’offre au service de la rémunération du capital avec pour conséquence une dette de 3500 milliards d’euros et un pays qui va mal.

Sébastien Lecornu, toute **la droite et l’extrême droite pourront surenchérir sur les niveaux de baisse de dépenses publiques à imposer. La réalité est limpide : depuis 30 ans, les 500 plus grandes fortunes françaises se sont accaparées les richesses produites par les travailleurs.** Leur patrimoine est passé depuis 1996 de 6 à 42 % du PIB aujourd’hui. Et le monde du travail devrait encore trinquer : gel du point d’indice dans la fonction



publique pour 2 milliards d’économies, 2 milliards sur les arrêts maladie, 2,5 milliards sur les politiques du travail et de la formation. Encore une fois les retraités sont ciblés, menacés par la désindexation des retraites sur l’inflation, le gel des pensions ou la réduction de l’abattement fiscal, pour 6 milliards d’euros.

Les locataires aux revenus modestes pourraient voir leur APL bloquée alors que les loyers et les charges ont augmenté de 20 % en cinq ans. Les collectivités locales devraient encore faire un effort de 5,4 milliards alors que leurs investissements sont essentiels pour l’activité économique nationale. **Dans le même temps, les profits des actionnaires et les grandes fortunes pourraient être largement épargnés quoi qu’en dise le Medef.**

Ce projet de budget créera de la récession qui aggravera la situation économique et sociale, il répondra aux exigences des marchés financiers mais appauvrira la France. **Le PCF le refuse et portera un projet alternatif au moment du débat budgétaire mais aussi dans la campagne présidentielle de Fabien Roussel,** qui a affirmé qu’il consacrera ses interventions à la défense du travail, de l’industrie, du climat, des services publics et de la paix.

Bienvenue en 2055

Un livre écolo et optimiste



Avec ce livre, la géographe Magali Reghezza-Zitt nous propose une « fiction scientifique ». À la différence de la science-fiction, il s'agit de décrire un futur possible sur la base des connaissances scientifiques d'aujourd'hui.

Nous voici dans la France de 2055. Le réchauffement moyen de la planète a été limité à 1,8°C, soit... 2,7°C en France. Nous avons mené à bien des chantiers immenses : fin de l'extraction des énergies fossiles, abandon du plastique, transformation de l'agriculture, des transports, de la gestion de l'eau et aussi adaptation à un environnement nettement plus chaud. « La réduction des émissions de gaz à effet de serre a transformé le contenu de nos assiettes et de nos placards, nos logements et nos quartiers, nos villes et nos campagnes ». Mais à la fin nous sommes plutôt en meilleure santé physique et mentale, dans un monde moderne et sobre qui n'a rien « d'amiche ».

Ce livre n'est pas un livre politique. Il se contente d'appeler à mettre l'action climatique et la crise de la biodiversité à l'agenda démocratique. « Ces menaces existentielles pour nos sociétés ne sont ni moins importantes ni plus compliquées à expliquer que la crise des finances publiques, (...) l'immigration, les défis géostratégiques ou militaires ». Et de faire un sort aux argumentaires technosolutionnistes ou opposant « fin du mois et fin du monde ».

Alors que nous cessons à peine de suffoquer sous une canicule (qui est pourtant une des plus douces des années à venir), le contraste est saisissant entre les évolutions urgentes et la politique en cours : réduction du Fonds Vert, loi Duplomb, etc.

Le Parti communiste, parti du bien commun par définition, sait que rien ne se fera tant que le Capital, qu'il soit industriel, agricole ou financier, dictera la politique du monde. Il est aussi le plus à même, en saisissant pleinement cette question, de proposer un projet alliant transformation sociale et transition écologique.

Bienvenue en 2055, Magali Reghezza-Zitt (éd. du Seuil) 21,50 €

L'été indien aux Nefs

Concerts et spectacles gratuits

Cette année, l'Été indien aux Nefs propose un voyage en cinq étapes : transatlantique et enchanteresse, sorcière et caribéenne, cosmi-comique et balkanique, acrobatique et tellurique, et pour finir horrifique et euphorique. Des événements à découvrir sous les Nefs des Machines de l'île, à Nantes.

Au programme : de la musique, du théâtre, du cirque, de la danse et des spectacles originaux. Qu'ils soient créateurs nantais ou artistes internationaux, tous ont pour mission d'embarquer le public le temps d'une soirée. Voici la liste des événements à venir, pour rappel tous sont gratuits et sans réservation !

• Vendredi 9 octobre : Rock Garage et Vaudou
Ouverture dès 19h00 — Début des concerts à 20h30

Moonlight Benjamin - Du vaudou haïtien inspiré par les Black Keys, Alabama Shakes ou The White Stripes.
La Sessualità - Sorciers psychédéliques de la jungle nantaise.

• Samedi 17 octobre : Théâtre et Musique de rue
Ouverture dès 19h00 — Spectacle à 20h00

Un Os dans le Cosmos - Du cinéma de rue en 3D sans lunettes... Spectacle de théâtre de rue par la compagnie Maboul Distorsion.

Amfifanfâre - L'Amfifanfâre et sa vingtaine de musiciens et musiciennes complices, rythmé par des airs festifs et vibrants inspirés du folklore balkanique.

• Vendredi 23 octobre : Cirque contemporain
Ouverture dès 19h00 — Spectacle à 20h00

Gaïa - Compagnie Bivouac - Une création de cirque contemporain qui invite à regarder et écouter le monde autrement.
Suivi d'un Dj set de Sarah Lapin

• Vendredi 31 octobre : Halloween Funky Parade, le retour
Défilé participatif et en musique !
Ouverture dès 19h00 — Début de l'événement à 20h00

Les Nefs seront décorées pour l'occasion et un grand runway sera installé, chacun pourra venir défilé en musique, pour montrer son plus beau costume !



Les Utopiales

Festival international de Science-Fiction

Dans un contexte français comme international difficile où beaucoup nous promettent du sang et des larmes, du renoncement et la guerre, la nouvelle édition des Utopiales, premier festival européen de science-fiction, a choisi comme thématique l'idée de « perspectives », invitation à réévaluer nos mécanismes de pensée. N'est-ce pas dans ce mouvement constant entre observation critique, construction de plans, déconstruction des illusions et acceptation du vertige que réside la promesse, exprimée en ces mots par Anton Makarenko, de « faire naître en nous des perspectives d'après lesquelles s'organiseront nos joies de demain » ?

Fortes du patrimoine laissé par Jules Verne et du passé surréaliste de Nantes, les Utopiales se sont installées dans le paysage culturel nantais au tout début du nouveau siècle, en l'an 2000. Dès sa création, le festival s'est donné pour objectif de faire découvrir au plus grand nombre le monde de la prospective, des technologies nouvelles et de l'imaginaire.

Au programme, une centaine de conférences et tables rondes, 70 séances de cinéma, 16 expositions artistiques et scientifiques, des dizaines de jeux, de jeux vidéo, un espace jeunesse et bien sûr une grande librairie de SF avec de la littérature, des sciences, de la bande dessinée ! Les Utopiales font cohabiter les univers de la science et de la science-fiction avec une recherche dans l'organisation et la programmation d'une égalité entre hommes et femmes.

Ce festival s'inscrit dans une volonté d'ouverture et d'inclusion pour tous et toutes, avec une offre adaptée au public sourd et malentendant ainsi qu'aux personnes en situation de déficience visuelle. Il n'accepte aucune forme de discrimination, de harcèlement ni d'agression et s'engage contre le sexisme. Les Utopiales est un festival accessible avec un tarif solidaire à 3€ avec le dispositif Carte Blanche, une offre accessible aux personnes ayant des besoins spécifiques et met en place des interventions au centre pénitentiaire, à l'hôpital et dans les quartiers d'éducation prioritaire.

Programme : <https://www.utopiales.org/>
Du 29 octobre au 1er novembre
Cité des Congrès, Nantes



570 000 visiteurs

Bravo aux camarades, sans qui la Fête de l'Humanité et le stand de Loire-Atlantique seraient impossibles



Près d’une centaine de militants venus de Loire-Atlantique ont travaillé sans relâche pour que l’édition 2026 de la Fête de l’Humanité soit, une fois encore, une grande réussite.

Nous pouvons toutes et tous les remercier pour le temps, l’énergie et l’engagement qu’ils ont consacrés au stand de la fédération de Loire-Atlantique du Parti communiste français, ainsi qu’à l’ensemble de la Fête. Une nouvelle fois, leurs talents et leur résilience ont été mis à l’épreuve — et ils ont su relever le défi avec brio.

Grâce à leur mobilisation, le bilan est déjà très positif, tant pour la Fête de l’Humanité que pour notre stand. Plus de 570 000 personnes ont franchi les portes du site, confirmant que le public a définitivement adopté le nouveau format de la Fête en Essonne. **Cet élan populaire témoigne de la vitalité du mouvement, de la force du collectif et de la capacité de chacun à faire vivre un idéal de solidarité, de culture et d’engagement.**

Fabien Roussel

Extraits du discours de lancement de campagne

Après quelques mots de bienvenue et de remerciements, après avoir fait état d’une situation difficile pour les Françaises et les Français, notamment pour les plus pauvres : canicule, coût de l’énergie, baisse du pouvoir d’achat... **le Secrétaire national du Parti communiste et nouvellement candidat pour la Présidentielle lançait son appel devant 40 000 personnes :**

« C’est pour ça que je me présente devant vous aujourd’hui à cette fête de l’Huma, pour lancer un appel. Je ne souhaite pas que l’on attende les élections présidentielles pour que ça change. Je vous propose de passer à l’action maintenant. Je vous propose de faire la révolution maintenant dans la rue, avant les urnes. Parce que c’est maintenant que l’on souffre et c’est maintenant que l’on doit agir.

Mes amis. Avant l’élection présidentielle, invitons nos concitoyens et nos concitoyennes à se battre et battons-nous **ensemble pour exiger maintenant, exiger de mettre fin à ce racket pour exiger la baisse des taxes sur l’essence, la confiscation des profits de Total et pour exiger enfin les hausses de salaires et des pensions que nous demandons depuis tant de temps.**

Cette crise du capitalisme, elle pousse ces grands groupes à exercer une pression énorme sur les travailleuses et les travailleurs. Et d’ailleurs, c’est à se demander pour qui ils nous prennent. Et ce que je me dis, comme vous, et c’est comme ça que je l’ai entendu, c’est qu’ils nous prennent toujours pour des moutons. Ils nous tondent tous les jours un peu plus. Eh bien moi je vous propose une chose, c’est que la tonte, elle change de camp et c’est eux que nous allons tondre maintenant (...)



Je vous propose tout simplement, comme nous avons déjà su le faire dans notre histoire, de sortir de nos usines, de nos entreprises, de nos quartiers, de nous unir et comme nous l’avons fait il y a quelques années, d’envahir les ronds-points, de nous rassembler devant les sous-préfectures, devant le siège de Total, devant les lieux de pouvoir comme l’Élysée, Matignon, les ministères. (...)

J’invite nos concitoyennes et nos concitoyens à participer à tous ces rassemblements citoyens qui s’organiseront dans les semaines

qui viennent. Je vous invite à aller à leur rencontre avec bienveillance, avec le seul objectif que nous soyons nombreux, de créer un rapport de force, de faire cette jonction, cette convergence entre les forces syndicales, politiques et le monde du travail, c’est l’Union et c’est l’unité qui nous fera gagner. (...)

C’est parce que nous serons unis dans les luttes, c’est parce que nous pouvons gagner par la lutte que nous gagnerons dans les élections demain. C’est comme cela que nous pourrons construire la victoire.(...)

Cette campagne présidentielle, elle peut rendre à notre peuple sa fierté, sa dignité, son envie de participer, de décider. Et c’est la plus belle des boussoles que nous, nous pouvons nous donner.

Alors mes amis, allons-y, allons-y pour une belle France populaire, fière et révolutionnaire, pour reconstruire la République pour le peuple et pour vivre et vivre enfin. Vive la République, vive la France ! Vive le Parti communiste français ! »

Quelques propositions programmatiques, tirées du discours :

« une grande ambition pour notre pays, celle de bâtir une belle et grande République, une belle et grande France, de retrouver une France qui produit, qui crée, qui innove, qui protège son peuple, qui chouchoute ses aînés, qui promet le meilleur pour ses enfants, pour sa jeunesse »

- augmenter les salaires et les pensions
- faire cotiser les dividendes et autres revenus financiers
- pénaliser la fraude fiscale
- rétablir l’impôt de solidarité sur la fortune
- taxer les héritages les plus riches
- nationaliser une grande banque, construire un grand pôle public bancaire
- baisser les taxes sur l’essence, confisquer les profits de Total
- mettre à l’ordre du jour la parité sociale au Parlement comme dans les entreprises

- se réapproprier l’outil de production, abroger la loi Travail, rétablir les CHSCT et les délégués du personnel
- porter une attention particulière aux agriculteurs, aux terres comme au vivant
- garantir l’égalité réelle entre les femmes et les hommes, en commençant par les salaires, faire appliquer la loi intégrale, refuser la marchandisation du corps des femmes
- être exemplaires envers toutes celles et ceux qui se trouvent aujourd’hui en situation de handicap
- refuser toute forme de racisme et d’antisémitisme
- investir dans la transition écologique, planifier la sortie des énergies fossiles
- bâtir une France qui choisira le camp de la paix, participera à toutes les coalitions internationales pour faire taire les armes, pour appeler au cessez-le-feu, pour dialoguer avec toutes les parties, quelles qu’elles soient

« Nouvelles de Loire-Atlantique »

Directeur de la Publication : Pierre Daguet

Commission paritaire : N°0325 P 11519

Imprimerie : IMPRAM Lannion

Composition : Clément Chebanier

Responsable de la rédaction : Pierre Daguet

NLA 41 rue des Olivettes - 44 000 Nantes Tél : 02 40 35 03 00

E-mail : redac.nla@gmail.com

Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :

Pedro Maia

Benoît Lusseau

Pascal Divay

Alain Bourdeau

Serge Blumental

Michèle Picaud

Anna Shestak

Guilhem De Bourmont

Illustrations libres de droit et peuvent être générées par IA

Imprimé sur du papier fabriqué dans l’Union Européenne (France, Allemagne, Belgique...) référencé EU Ecolabel

Papier certifié FSC et PEFC composé de fibres 100% recyclées

Eutrophisation : Ptot 0,009 kg/tonne

Soutenir et s’abonner aux Nouvelles de Loire-Atlantique

Unique parmi la presse départementale les *Nouvelles de Loire-Atlantique*, ce journal veut perdurer et faire vivre des paroles singulières celles des acteurs des mouvements sociaux, associatifs, progressistes, pour un regard critique sur l’actualité, soutenez et abonnez-vous aux *Nouvelles de Loire-Atlantique*.

NOM : PRENOM :

ADRESSE :

TEL : EMAIL :

☐ Je m’abonne pour un an et verse un chèque de 20 euros

☐ Je soutiens les Nouvelles de Loire-Atlantique à hauteur de€

A renvoyer à NLA- Bulletin d’abonnement, 41 rue des Olivettes, 44000 NANTES

Chèque à l’ordre de ADF44

Ou par virement IBAN : FR13 2004 1010 1107 2967 7L03 276 (BIC : PSSTFRPPNTE)



Cette jeunesse qui bouge

Depuis le 29 septembre, les jeunes se mobilisent sur leurs conditions d’éducation et d’études. Alors que le gouvernement annonce déjà baisser le nombre de professeurs, verrouiller les budgets et restreint l’enjeu des échecs scolaires aux seuls écrans, les lycéens puis les étudiants commencent à bloquer leurs établissements.



Ce mouvement traverse toute la France. 600 lycées, puis 900, puis 1 200 : ça se diffuse comme un feu de poudre. Notre département n’échappe pas au phénomène et les jeunes communistes étaient présents dans les mobilisations de plusieurs lycées, notamment à Nantes, Orvault et Savenay. Les étudiants aussi se lancent dans la lutte, car vivent les mêmes attaques contre leurs droits. Manque de professeurs, inégalité des formations, établissements vieillissants, sélection sociale par Parcoursup et MonMaster...

Cette révolte spontanée se structure petit à petit et doit continuer de se construire pour devenir un mouvement fort et revendicatif à même de faire plier le pouvoir. Face à ce mouvement, ce dernier répond par la répression la plus vile. **Les CRS n’hésitent pas à charger sur des jeunes qui manifestent et bloquent pacifiquement.** Les lycéens et les étudiants se font gazer, voire se font tabasser par des forces de l’ordre totalement débridées.

Et pourtant le débat médiatique reste – comme à chaque mouvement social – concentré sur les « violences ». Les fameuses violences qu’il faut condamner sans réserve à la vue des poubelles en feu ou les incendies dramatiques dans quelques lycées.

Ces incidents, comme au lycée Nelson Mandela à Nantes, sont des cas de violence inutiles aux luttes, surtout lorsqu’on sait que le feu de poubelles qui s’est mû en incendie a été allumé par un groupe extérieur aux lycéens mobilisés. Maintenant, les lycéens de Nelson Mandela n’ont même plus de lycée à bloquer pour peser dans le rapport de force. D’où l’importance de l’organisation politique de la lutte pour encadrer et structurer le mouvement.

Mais on assiste comme à chaque fois à un deux poids-deux mesures. De quelle côté est la violence ? Comment appeler l’organisation structurelle du manque d’enseignants, de la sélection scolaire et universitaire, des discriminations ? C’est de la violence institutionnelle qui impacte directement les jeunes.

La principale violence, elle vient du gouvernement, elle vient du patronat. La mobilisation sociale de la jeunesse est un enjeu indispensable de nos luttes. **Les jeunes communistes de Loire-Atlantique continueront donc de participer au mouvement lycéen et étudiant, pour défendre notre éducation et notre formation, pour offrir de nouvelles perspectives pour les jeunes – un logement digne, un emploi qui paye, une planification de l’économie – et pour conquérir le pouvoir.**

Banquet du PCF 44
Samedi 21 novembre 2026

Le banquet départemental du Parti communiste de Loire-Atlantique se tiendra le samedi 21 novembre 2026, à partir de 17 h, à la salle festive Nantes Nord. Ce rendez-vous sera l’occasion de partager un moment chaleureux et de débattre.

La soirée débutera par un débat autour des propositions du Parti et de la gauche sur **la sécurité et la tranquillité publique.** Face aux inquiétudes, nous porterons une réponse de gauche, fondée sur la prévention, les services publics, la justice sociale et le respect de chacune et de chacun.

Nous poursuivrons ensuite autour d’un **repas convivial au tarif de 25 € par personne** (entrée, plat, dessert et vin compris). La réservation est indispensable afin de préparer au mieux cette soirée. **Merci de vous inscrire auprès de Véronique Mahé :** maheveronique@wanadoo.fr.

Commémorations
85e anniversaire des fusillades



Les commémorations du 85e anniversaire des fusillades constituent un temps fort de mémoire, de transmission et d’engagement. **Le dimanche 18 octobre, la cérémonie de La Sablière se déroulera en présence de Fabien Roussel, secrétaire national du PCF et de Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT.** Rendez-vous à 13h30 au rond-point Fernand-Grenier, pour le rassemblement et le départ en cortège vers la carrière. À 14h00, la cérémonie officielle sera suivie des allocutions de Carine Picard-Nilès, présidente de l’Amicale, de Sophie Binet et de Fabien Roussel, accompagnés de Bastien Bonnargent, secrétaire national du MJCF.

Le Théâtre des oiseaux proposera ensuite l’évocation artistique et historique Femmes résistantes de 1936, 1946 à 2026, consacrée à l’engagement des femmes dans la Résistance et dans la libération du pays.

Calendrier des commémorations 2026

Dimanche 11 octobre :

Indre à 9h45 au Môle : Hommage à Léonce et Eugène Kérivel et aux résistants indrais. Défilé au monument aux morts et évocation artistique par Claudine Merceron et Pascal Gillet.

Vendredi 16 octobre :

Nantes à 17h45, monument aux Otages et à la Résistance : Veillée en présence des autorités, allocution de Christian Retailleau et évocation artistique Garde la flamme, avec les élèves du collège La Colinière. Réception à l’Hôtel de Ville et exposition des portraits des 48 otages sur le cours.

Samedi 17 octobre :

Petit-Auverné à 9h30, puis à 10h00 : Déambulation dans les lieux évoquant les trois fusillés inhumés au cimetière, puis projection-débat de *La mer à l’aube*, à la bibliothèque, au Manoir de la Renaudière.
Châteaubriant à 14h30, stèle de Choisel, à l’angle des rues Môquet et Corot : Hommage à Paulette Capliez, Jules Auffret et à tous les internés.
Châteaubriant à 15h30, cour du château : Hommage aux fusillés.
Châteaubriant à 16h15, rond-point Fernand-Grenier : Hommage à Fernand Grenier.
Châteaubriant à 17h00, musée de la Résistance : Inauguration de l’exposition temporaire *Les étrangers dans la Résistance*.

Dimanche 18 octobre :

Juigné-des-Moutiers à 10h00, La Blisière : Hommage aux neuf fusillés du 15 décembre 1941.
Châteaubriant à 13h30 rond-point Fernand-Grenier : Rassemblement, départ en cortège et cérémonie en présence de Fabien Roussel et Sophie Binet, suivie de l’évocation artistique.
Pour se rendre à Châteaubriant en car de Nantes : Inscription au 06 33 83 74 35, départ 10h30 de la Place du Vieux Doulon et à 11h30 au Cardo. De St-Nazaire : inscription secretariat.cgt.saintnazaire.wanadoo.fr ou 02 40 22 23 21, départ 10h45 sur le parking du Théâtre à 11h15 à la Mairie de Trignac et 11h40 place du marché à Montoir.

Jeu

Nantes à 10h00 : Cérémonies officielles au monument aux 50 Otages, au Mémorial du Bêle puis au cimetière de La Chauvinière. Des cars seront à disposition pour se rendre au terrain du Bêle, puis au cimetière de La Chauvinière à l’issue de la cérémonie devant le monument aux 50 otages.

Les fusillés de Châteaubriant
Portraits de Résistants



LALET Claude est né le 29 février 1920 à Montmorency (78), il est membre de l’Union des Etudiants Communiste, il en est l’un des dirigeants à la Sorbonne. Il est aussi l’un des organisateurs de la manifestation étudiante du 11 novembre 1940 ainsi que celle du 8 novembre, pour la libération du professeur Langevin. **Il est arrêté fin novembre 1940 et ensuite incarcéré à la prison de la Santé puis à celle de Fresnes.** Il est condamné à huit mois de prison mais n’est pas libéré et enfin transféré en juillet 1941 au camp de Choisel à Châteaubriant. **Sa femme Eugénie Lalet est aussi résistante communiste, arrêtée en novembre 1940 et déportée.** Claude est fusillé le 22 octobre 1941 à la Sablière à Châteaubriant.

BASTARD Maximilien est né le 27 novembre 1920 à Mûrs-Erigné (49), il travaille comme chaudronnier à l’usine des Batignolles de Nantes. **Il est membre du cercle de la Jeunesse Communiste de Doulon ou il milite avec Emile David et Gilles Gravoille.** Il est condamné en décembre 1940 à trois mois de prison avec sursis pour détention de tracts communistes. Suite à une décision préfectorale du 24 décembre, Maximilien est arrêté à nouveau par la police municipale de Nantes. **Il est envoyé au centre de séjour surveillé du Croisic. Puis il est interné le 1er mai 1941 au camp de Choisel.** Il est fusillé le 22 octobre 1941 à la Sablière à Châteaubriant.

